

alpha

FRÉDÉRIC SAWICKI

Les réseaux du parti socialiste

Sociologie d'un milieu partisan



Frédéric Sawicki

LES RÉSEAUX DU PARTI SOCIALISTE

Sociologie d'un milieu partisan

Belin:

Cet ouvrage a été publié pour la première fois dans la collection
« Socio-Histoires », dirigée par Gérard Noiriel et Michel Offerlé.

Couverture

Conception graphique : Rampazzo & Associés.

Iconographie : Affiche du Parti socialiste, années 1980

© Coll. Fondation Jean-Jaurès.

Cartographie de Pascale Maurence.

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » [article L. 122-5] ; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple ou d'illustration. En revanche « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » [article L. 122-4]. La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris) l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Éditions Belin, 1997 pour la première édition

© Éditions Belin / Humensis, 2017

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14

ISBN 978-2-410-01261-3

À la mémoire de
Jacques Lagroye (1936-2009),
qui fut mon directeur de thèse
avant de devenir mon ami.

VINGT ANS APRÈS...

Publié il y a juste vingt ans dans la collection « Socio-Histoires » dirigée par Gérard Noiriel et Michel Offerlé, la réédition des *Réseaux du parti socialiste* n'a pas seulement vocation à s'adresser aux passionnés d'histoire politique, mais aussi à tous ceux qui veulent comprendre la politique contemporaine et singulièrement l'évolution du parti socialiste et de la gauche. Si nous avons décidé de republier ce livre sans mise à jour, c'est que nous pensons qu'il peut toujours « mettre en lumière l'historicité du monde dans lequel nous vivons, pour mieux comprendre comment le passé pèse sur le présent¹ ». Bien que cette exploration « par le bas » du PS porte sur des acteurs (dirigeants, élus, militants) qui, pour la plupart, sont retirés de la politique active, voire sont décédés, et bien qu'elle fasse état de situations et de pratiques qui, pour certaines, n'ont plus cours, elle permettra, on l'espère, grâce au recul du temps, de cerner mieux encore les traits structurels et structurants de ce parti.

Certains de ces traits se sont forgés très tôt au cours de son histoire désormais séculaire – rappelons que le PS a fêté en 2005 son centième anniversaire –, d'autres lors de son passé plus récent, à partir de la

phase ouverte par sa refondation lors du congrès d'Épinay en 1971 autour de la stratégie d'alliance avec le parti communiste, prélude à son accession au pouvoir national en 1981 et à sa transformation en parti de gouvernement. De son passé le plus ancien, le socialisme français a hérité la grande diversité à la fois sociale et territoriale de son implantation², l'absence de lien «organique» avec une grande confédération syndicale ouvrière, une organisation décentralisée, un lien privilégié avec le monde enseignant et, par-delà, avec les associations créées initialement autour de l'école publique (amicales laïques, associations de parents d'élèves, associations intervenant dans le domaine parascolaire...), mais aussi la place centrale qu'occupent les ressources extraites du contrôle des institutions politiques locales – tout particulièrement municipales³ – dans sa structuration... De son passé plus récent, il a hérité de l'élargissement de son influence, à compter des années 1970, chez les catholiques de gauche⁴ et parmi les membres des nouvelles classes moyennes salariées des secteurs public, social et culturel, lesquels ont joué un rôle majeur dans le renouvellement de l'action syndicale et associative au cours des «Trente glorieuses». C'est ce double héritage qui a permis au PS de survivre aux épreuves de l'histoire et, à compter du milieu des années 1970, de conquérir une position électoralement dominante au sein de la gauche française au détriment du parti communiste français.

Ce livre raconte cette sédimentation progressive, cet alliage entre le passé et le présent, entre le social et le politique au plus près du terrain. Il décrit les tensions permanentes qui en résultent et qui traversent les arènes partisans locales et

fédérales plutôt que nationales, et la façon dont elles sont gérées par les dirigeants et élus du parti. Le choix d'une approche localisée et comparative⁵ résulte de cette volonté d'appréhender ensemble les changements politiques et sociaux qui percutent en permanence le milieu partisan socialiste, entendu comme l'ensemble des relations sociales et politiques qui contribuent, volontairement ou involontairement, à l'institutionnalisation matérielle et idéale du parti. Comment les socialistes du Pas-de-Calais ont-ils été affectés et ont-ils fait face à la fin de la mono-industrie, en particulier charbonnière, face à un parti communiste puissant, qui, à partir de 1982, ne cesse de dénoncer leurs renoncements et pourquoi ont-ils finalement réussi à renforcer leur domination politique jusqu'à une période très récente? Comment les socialistes varois ont-ils fait face à la fois à l'afflux de populations nouvelles et au basculement du rapport de forces démographiques au profit du Var côtier et pourquoi ne sont-ils pas parvenus à empêcher leur déclin au profit de la droite et du Front national? Comment les socialistes d'Ille-et-Vilaine ont-ils conquis une position hégémonique dans un département où les réseaux démocrates-chrétiens étaient si puissants? Le parti pris de l'ouvrage est que les réponses apportées à ces questions éclairent *autant* ce qu'est le PS et la place qu'il occupe dans la société et la politique françaises, que les orientations adoptées dans les congrès, les affrontements entre ses leaders ou les politiques gouvernementales menées une fois au pouvoir. Il ne néglige pas ces dernières, mais postule que les luttes d'appareil et les orientations de politiques publiques privilégiées, sont incompréhensibles si on ne porte pas attention à ce que Jacques Lagroye a

appelé d'une très belle formule « l'horizon local des pratiques⁶ ».

Bien sûr, au cours des deux décennies écoulées, l'organisation et le milieu partisan socialistes ont connu des transformations importantes. La lecture de cet ouvrage, par une comparaison diachronique, permettra d'en prendre la mesure, en offrant au lecteur la possibilité de distinguer les vraies bifurcations historiques et les processus qui s'inscrivent dans le fil de tendances plus anciennes. Dans un ouvrage postérieur, nous avons, avec Rémi Lefebvre, tenté de dresser un tableau d'ensemble du PS contemporain visant précisément à cerner ses principales évolutions depuis sa mue en parti de gouvernement dans les années 1980⁷. Sans abandonner l'analyse localisée et le recours au travail de terrain, notamment sous la forme d'entretiens et d'observations menées au sein de la fédération du Nord – dont les caractéristiques sont voisines de celle du Pas-de-Calais étudiée ici –, nous nous sommes plus particulièrement attaché aux élites du parti et à ses militants.

Ce travail, qui a aussi été rendu possible grâce à un renouveau des recherches sur le PS au tournant des années 2000, nous a permis de mettre en évidence le renforcement de la position des élus locaux au sein du milieu socialiste et la mutation des filières d'accès aux positions dirigeantes et électives qui en a découlé. Les nouveaux dirigeants et élus des années 2000-2010⁸ ont souvent débuté leur carrière politique précocement comme collaborateurs d'élus ou cadres des collectivités territoriales, dans bien des cas après des études universitaires spécialisées en droit ou en science politique. Ils sont de moins en moins fréquemment issus de l'action associative ou syndicale. La seule filière « militante »

qui demeure vivace, comme l'ont montré Lucie Bargel et Carole Bachelot, est aujourd'hui la filière étudiante structurée par l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et le Mouvement des jeunes socialistes (MJS)⁹.

Cette évolution se retrouve chez les militants. Si, au sens strict, le militantisme socialiste – entendu comme un engagement bénévole et régulier dans les activités partisanses – n'a pas disparu, il apparaît de plus en plus comme non concomitant à d'autres investissements militants et comme principalement centré sur la préparation des élections et secondairement des congrès. Les militants poly-engagés qui contribuaient à maintenir un lien fort, sinon organique, avec des associations et des organisations syndicales, au premier rang desquelles celles liées au monde enseignant et aux organisations laïques d'une part, et celles dominées par des chrétiens de gauche au premier desquelles la CFDT, d'autre part, sont aujourd'hui en voie de raréfaction. Dans une recherche par questionnaires menée en 2007 auprès d'un échantillon représentatif d'enseignants du primaire et du secondaire en poste dans l'académie de Lille, nous avons ainsi pu estimer que la part de ceux-ci parmi les adhérents du PS était désormais légèrement inférieure (entre 2,5 % et 3 %) à celle qu'ils représentent dans la population active (3,3 %)¹⁰. Une enquête menée sur le même territoire auprès des adhérents de la CFDT en 2001 établissait quant à elle, que la part des adhérents du PS y était de 6 %, autant que celle des anciens adhérents¹¹. Si ce pourcentage représente toujours autour de 15 % des membres du PS régional, ceux-ci se distinguent cependant par un âge très supérieur à la moyenne des syndiqués (55 ans contre 46 ans),

une tendance qu'on retrouve d'ailleurs chez les enseignants enquêtés en 2007 : chez les syndicalistes de moins de 35 ans (pourtant plus souvent issus de la matrice chrétienne de la CFDT), seuls 0,4 % appartenait au PS et 27 % s'en déclaraient proches.

Les raisons de cette distanciation, qu'on retrouve dans d'autres espaces militants¹² sont complexes. La transformation du PS en parti de gouvernement à partir de 1981 et les déceptions que cela a pu générer dans divers groupes sociaux sont indéniables, même si elles mériteraient d'être établies et expliquées avec précision¹³. Les changements ayant modifié le recrutement, le travail et le mode de vie des enseignants¹⁴, ceux qui ont transformé le monde associatif¹⁵ – de plus en plus dépendant de subventions publiques et professionnalisé lui aussi –, les mutations du syndicalisme en lien avec les transformations du salariat, le progressif « retour à l'ordre » au sein de l'Église et le tournant spiritualiste parmi les générations catholiques les plus jeunes¹⁶, conformément à la perspective théorique défendue dans cet ouvrage, devraient être pris en compte systématiquement pour expliquer la transformation des réseaux socio-politiques composant le milieu socialiste. Mais on ne saurait non plus négliger tout ce que la reconfiguration de celui-ci doit au renforcement de l'hégémonie électorale locale du PS au cours des années 1980-2000. Si cette hégémonie n'a pas empêché l'élimination du candidat socialiste au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 ni la montée de l'abstention et du vote en faveur du Front national, le PS n'a cessé depuis les années 1980, jusqu'à tout récemment¹⁷, de renforcer ses positions locales, lesquelles, en vertu des différentes lois de décentralisation votées depuis 1982, ont fourni à ceux qui les contrôlaient l'accès

à des ressources croissantes en termes de budget¹⁸ et d'emplois.

La progression du nombre de présidences de conseils généraux, de conseils régionaux, de structures intercommunales et de mairies fournit un bon aperçu de cet enracinement continu dans les institutions territoriales : le PS est passé de 23 présidences de conseil général en 1994 à 35 en 1998, 41 en 2001, 51 en 2004 et 61 en 2010 – avant de retomber brutalement à 33 en 2015, soit toujours 10 de plus qu'en 1994. Si l'on s'en tient aux municipalités de plus de 50 000 habitants, les socialistes en dirigeaient 37 après les municipales de 1977, présentées alors comme une « vague rose » ; après être retombé à 28 en 1983, ce nombre se stabilise à 42 entre 1989 et 2001, pour atteindre 57 en 2008, avant de redescendre à 30 en 2014. Juste avant les municipales de 2014, 13 communautés urbaines sur 15 et 85 communautés d'agglomération sur 202 comptaient à leur tête un socialiste. Le nombre de conseillers régionaux a quant à lui presque triplé entre 1986 et 2004 (206 en 1986, 311 en 1992, 395 en 1998, 612 en 2004), avant de connaître une légère baisse au profit des écologistes et des divers gauche en 2010 (567), puis une forte décreue en 2015 (355).

La grande quantité de collectivités contrôlées entre 1995 et 2015 a renforcé la position nodale des élus dans les réseaux qui structurent le milieu socialiste. Les politiques publiques qu'ils mènent, les ressources que ce faisant ils attribuent, les relations qu'ils nouent dans leurs activités avec les mondes économique, associatif, culturel, administratif et, dans une moindre mesure, syndical, ancrent désormais le parti dans la société bien plus que les activités partisans au sens strict. Cet état de fait a d'ailleurs

été de plus en plus ouvertement assumé par les dirigeants du parti, eux-mêmes souvent très ancrés localement. Laurent Fabius, qui a régné en maître sur la Seine-Maritime du début des années 1980 à sa nomination à la présidence du conseil constitutionnel en 2015, définit ainsi le PS en 2003, alors qu'il est secrétaire national aux élus et aux territoires : « Nous sommes une social-démocratie d'élus et nous n'avons jamais voulu l'assumer, ce qui est un tort. Organiquement, notre lien avec la population, ce sont nos élus. On n'a jamais voulu le théoriser d'autant que certains aiment se faire applaudir dans les réunions publiques en entonnant le refrain "anti-élus"¹⁹. » Dans un entretien dans la revue *Esprit*, la même année, Jean-Christophe Cambadélis lui emboîte le pas, en affirmant que le PS est « un parti social-démocrate municipaliste » dont la « médiation sociale n'est pas les syndicats mais les municipalités²⁰ ».

La centralité des élus locaux dans le milieu socialiste se retrouve dans l'organisation du parti. Leurs cotisations ont représenté entre 2004 et 2012 en moyenne 25 % de ses recettes (autour de 15 millions d'euros par an), tandis que sur la même période, la part moyenne correspondant aux cotisations des adhérents est de 18,5 %, la part du lion revenant au financement public, lui-même calculé pour moitié sur la base du nombre de députés (38,5 %)²¹. Mais leur contribution effective à son fonctionnement est bien plus importante encore. C'est, d'une part, par leur intermédiaire que sont recrutés et financés des collaborateurs ou des contractuels territoriaux qui jouent le rôle de quasi-permanent dans les sections et les fédérations. C'est, d'autre part, vis-à-vis d'eux que de nombreux adhérents et sympathisants

sont redevables, qui pour un mandat de conseiller municipal ou d'adjoint, qui pour une subvention, un emploi, un logement ou un permis de construire... En conséquence, les grands élus locaux, ceux qu'on a coutume d'appeler les «notables», contrôlent désormais plus que jamais, directement ou indirectement, les sections et les fédérations, donc les investitures électorales et les votes internes. L'adoption du mécanisme des primaires (semi-ouvertes en 2006, ouvertes depuis 2011) pour désigner le candidat du PS à l'élection présidentielle ne semble en rien avoir affaibli leur position. Chaque prétendant s'efforce en effet d'enranger le plus possible de leur soutien pour maximiser ses chances. L'étude détaillée du vote aux primaires de 2011 à Montpellier menée par Julien Audemard et David Gouard, l'une des rares dont nous disposons, en confirmant le lien fort existant entre la prise de position des élus en faveur de tel ou tel candidat et le score de ce dernier, semble leur donner raison²².

Dans certains territoires, la montée en puissance des grands élus est telle qu'elle les autorise à adopter des attitudes et des pratiques transgressives que la direction nationale du parti ne parvient que très difficilement à empêcher et à sanctionner. Le conflit qui a opposé Georges Frêche à la direction du parti est sans doute le plus emblématique. Maire de Montpellier de 1977 à 2004, mais toujours président de l'agglomération après son élection à la présidence du conseil régional Languedoc-Roussillon en 2004 (jusqu'à sa mort en 2010), Georges Frêche a toujours adopté une posture critique vis-à-vis des dirigeants et gouvernants nationaux qui lui a valu de ne jamais avoir été ministre²³. À partir de 2006 cependant, il multiplie les déclarations provocantes à connotation

raciste et antisémite : en février, il traite des harkis venus perturber une cérémonie en l'honneur des pieds-noirs de « sous-hommes » ; en novembre, il déplore le trop faible nombre de « blancs » dans l'équipe de France de football. Les premiers propos, qui lui valent d'être condamné en première instance par la justice²⁴, entraînent sa suspension des instances nationales, les seconds conduisent à son exclusion en janvier 2007, en pleine campagne présidentielle. La commission nationale des conflits juge alors « que, sans conteste, ces propos – au-delà de leur caractérisation pour le droit – ne sont pas compatibles avec les valeurs d'égalité et de respect des Droits humains qui fondent depuis toujours l'engagement du PS... ».

Ces sanctions n'ont cependant en rien entamé son leadership. Quand la première secrétaire du parti, Martine Aubry, après une nouvelle provocation de sa part (en décembre 2009 Georges Frêche accuse Laurent Fabius, dont la famille est d'origine juive, d'avoir « une tronche pas catholique ») se résout à s'opposer à son investiture pour conduire les listes socialistes aux élections régionales de 2010, Georges Frêche passe outre et parvient à fédérer la quasi-totalité des élus et dirigeants des fédérations du Languedoc-Roussillon. La victoire très nette des listes le soutenant face aux listes officielles du PS illustre la dissymétrie des relations de pouvoir entre dirigeants nationaux du parti et grands élus, ainsi que l'emprise que peuvent avoir certains de ces derniers sur les appareils partisans locaux et ceux qui les dirigent. Cette emprise se manifeste notamment par une rétention d'informations concernant les effectifs et les comptes des fédérations et par une résistance croissante à appliquer les règles ou les accords nationaux.

Il faut souvent une mise en scandale en lien avec une enquête judiciaire pour que la direction nationale du parti se décide à intervenir dans ses zones de force, souvent avec réticence et prudence. C'est ainsi que, depuis 2010, cinq des plus importantes fédérations du parti en nombre d'adhérents et d'élus ont été mises sous tutelle par la direction nationale après la révélation de diverses affaires de détournement de fonds ou de corruption : l'Hérault en 2010, le Pas-de-Calais en juin 2012 (la tutelle est ici « partielle » et est justifiée par des « fonctionnements contraires aux statuts du parti » et non par l'existence d'un « système de corruption²⁵ »), les Bouches-du-Rhône en mars 2013 et le Gard en avril 2014. Ces reprises en main sont souvent plus symboliques qu'effectives, comme l'illustre par exemple le fait que deux ans après avoir été mis sous tutelle, le 1^{er} avril 2014, les dirigeants de la fédération du Pas-de-Calais ont décidé unilatéralement de reprendre leur autonomie sans réaction de la part de la rue de Solférino ! Elles se révèlent parfois désastreuses électoralement, comme le montre la perte de la mairie de Montpellier en 2014 au profit d'un ancien adjoint de Georges Frêche ou celle du conseil général des Bouches-du-Rhône en 2015.

Mais les grands élus ne restent pas cantonnés dans leurs territoires. Leur présence dans les instances de direction nationale n'a cessé de se renforcer depuis les années 1980, de même que s'est imposée pour les dirigeants du parti issus de filières militantes ou technocratiques la nécessité impérative d'investir les institutions territoriales. Martine Aubry à Lille, Ségolène Royale en Poitou-Charentes, François Hollande en Corrèze, Manuel Valls à Évry, Arnaud Montebourg en Saône-et-Loire

ont ainsi été conduits à cumuler mandats et responsabilités locales. En fonction de ce double processus, les élus ont conquis une place croissante dans les instances dirigeantes nationales. Comme l'a établi Carole Bachelot, les « élus locaux et/ou nationaux se retrouvent en masse dans les instances nationales du parti : 38 % des membres du bureau et du secrétariat national [de 1994 à 2006] ont été maires, plus de 35 % conseillers généraux, environ 48 % ont été conseillers régionaux ou députés ». Pour accéder aux sommets du parti (bureau et secrétariat national), elle a montré que « la diversification des mandats reste [...] la panacée, 76 % des membres du bureau national, 79 % d'entre eux au secrétariat national ont détenu au moins deux mandats²⁶ ».

Il est peu surprenant dans ces conditions que, à tous les échelons du parti, la préparation des élections à venir monopolise désormais l'attention et les énergies non seulement au détriment des débats doctrinaux, mais du travail d'élaboration programmatique de plus en plus sous-traité à des *think tanks*, au premier rang desquels Terra Nova, créé en 2008²⁷. Faute de temps, les élus, qui très souvent cumulent plusieurs mandats et/ou responsabilités, désinvestissent les commissions fédérales et nationales thématiques et, quand ils occupent une fonction exécutive dans le parti, tendent à délaisser ce rôle. Carole Bachelot a pointé dans ses recherches sur le fonctionnement du siège national du PS combien rares étaient les secrétaires nationaux qui consacraient plus que quelques heures par semaine à leur fonction et combien en pratique « les commissions thématiques les plus importantes (économiques par exemple), chargées de l'élaboration programmatique du parti, sont surtout investies

par les hauts fonctionnaires et les (ex) membres des cabinets ministériels²⁸». Ce constat vaut encore plus au niveau des fédérations dont beaucoup de secrétaires fédéraux ne remplissent qu'*a minima* leur rôle.

Le poids des élus locaux, en se combinant aux logiques propres à la compétition pour la représentation du parti à l'élection présidentielle, a accéléré la transformation des courants, initialement reconnus pour permettre l'intégration de militants et de dirigeants aux orientations idéologiques et politiques différentes, en un agglomérat d'équipes soudés autour d'un candidat putatif à l'élection présidentielle. Les liens entre les membres de ces équipes sont de nature bien plus contractuelle que morale et se caractérisent en conséquence par une forte labilité. Seule l'aile gauche du parti, qui s'appuie sur des réseaux militants préconstitués au sein du MJS, de l'UNEF ou encore de SOS racisme fait partiellement exception, mais se retrouve cantonnée à une position de partenaire d'appoint en l'absence de ressources suffisantes pour emporter la majorité²⁹. L'élection de Benoît Hamon comme candidat à l'élection présidentielle lors de la primaire de la « belle alliance populaire » de janvier 2017, dans un contexte de discrédit maximum de la politique menée au nom du parti socialiste par François Hollande et Manuel Valls, constitue de ce point de vue un changement majeur dont il est trop tôt pour apprécier les conséquences sur le parti.

Depuis la fin des années 1980, marquées par le congrès fratricide de Rennes en 1990, ce n'est pas seulement l'organisation et les activités partisans qui se sont progressivement transformées, mais aussi ce qu'on peut appeler l'« économie morale³⁰ » du parti, autrement dit les normes qui sous-tendent

les relations entre socialistes et leurs pratiques, lesquelles contribuent à façonner un ethos partisan dominant, une manière d'être à laquelle se conformer si on veut peser et renforcer sa position. L'extrême professionnalisation du parti suppose en effet que la préservation des positions électorales et leur accroissement constituent désormais un enjeu vital et largement partagé pour la majorité des membres : élus et dirigeants, mais aussi militants et adhérents. Les relations entre membres deviennent en conséquence particulièrement tendues. Tous les coups semblent permis comme l'illustrent les manipulations et fraudes rendues publiques lors du vote pour désigner le premier secrétaire du parti à la suite du congrès de Reims en 2008, qui a vu l'élection de Martine Aubry avec seulement quelques dizaines de voix d'écart avec Ségolène Royal, entérinée dans des conditions particulièrement confuses.

Le PS contemporain apparaît donc comme un univers peu fraternel, où les relations sont empreintes d'un haut degré de violence symbolique et où, derrière les codes de la « camaraderie » militante, domine désormais une forme de raison instrumentale orientée vers les objectifs électoraux de court terme. La généralisation des attitudes cyniques s'accompagne d'une très grande tolérance à l'égard de comportements contraires aux règles du parti : maquillages des comptes, inscriptions tardives des adhérents, paiements des cotisations des adhérents par les élus, brimades à l'encontre des représentants des courants minoritaires, manipulation du résultat des élections. Lucie Bargel a ainsi établi qu'un des principaux savoir-faire qu'acquerraient les militants des Jeunesses socialistes était la tricherie électorale³¹. Cette tolérance concerne également

des comportements longtemps jugés contraires à l'éthique militante socialiste, tel choisir une banque ou une assurance privée plutôt que publique, coopérative ou mutuelliste, envoyer ses enfants dans un établissement scolaire privé, afficher des goûts de luxe³²... Si dans le même temps, pour tenter de retenir des militants de plus en plus diplômés et pour faire pièce aux critiques contre le fonctionnement du parti, les dirigeants ont fait évoluer les statuts pour favoriser la consultation des adhérents (depuis 1995 le premier secrétaire, les premiers secrétaires fédéraux et les secrétaires de section sont ainsi élus au suffrage universel direct, les conventions thématiques se sont multipliées, en 2003 a été ouverte la possibilité d'organiser des référendums militants, dont le plus célèbre est celui organisé à propos du Traité constitutionnel européen en 2004), la multiplication des débats que cela a occasionné n'a fait qu'amplifier la marginalisation des militants d'origine populaire. Ne disposant pas des ressources culturelles pour s'orienter et prendre parti dans des débats souvent abscons, privilégiant au contraire la recherche de liens de camaraderie, de certitudes et l'effectuation de tâches concrètes, ceux-ci ont largement déserté les rangs³³.

Les évolutions dépeintes dans *La société des socialistes* et qu'on vient de résumer à grands traits n'ont cependant fait qu'accuser des tendances déjà dépeintes et analysées dans *Les réseaux du parti socialiste*. Bien sûr, les mairies et les conseils généraux ne sont plus les seules institutions sur lesquelles repose la domination des grands élus³⁴. Les conseils régionaux, les structures intercommunales, mais aussi l'ensemble des organismes associés créés par les collectivités pour gérer leurs politiques publiques

(offices HLM, associations sportives, maisons de retraite, offices de tourisme, sociétés de transports publics ou d'aménagement...) les prolongent désormais de plus en plus et fournissent les ressources d'un clientélisme renouvelé³⁵. L'extension des compétences et les nouvelles formes prises par le gouvernement local³⁶ ont également conduit à un élargissement des cercles sociaux avec lesquels les élus sont en contact. La banalisation des liens avec le monde des entreprises, qui peuvent aujourd'hui s'afficher ouvertement, n'est pas la moins spectaculaire. Les affaires de corruption révélées au cours des années 1980-1990, avant que ne soient votées les premières lois sur le financement public des partis politiques, montrent que ces liens existaient certes déjà – et sans doute cette étude ne les a pas suffisamment explorés –, notamment avec les entreprises de travaux publics et de la grande distribution, mais ils étaient alors discrets et ne passaient pas par l'adoption d'un discours ouvertement favorable aux entreprises et au développement économique.

Dans une perspective de longue durée, on peut être porté à considérer que les années 1970 constituent plutôt une parenthèse dans l'histoire longue du socialisme français. L'afflux militant en provenance du milieu associatif et syndical, le regain des activités militantes, en particulier en direction des entreprises, l'intense activité programmatique et doctrinale au sein des courants du parti, l'attractivité exercée par le PS auprès du milieu intellectuel et sa proximité avec de nombreuses organisations revendicatives n'avaient guère atteint un tel niveau depuis les années 1930 et ont disparu depuis. Ce renouveau résulte à la fois des transformations économiques et sociales des « Trente glorieuses », des contestations

et mobilisations collectives des années post-1968 et de la dynamique créée par la politique d'union de la gauche et la concurrence avec le PCF qu'elle a stimulée³⁷. L'étude des trois départements, qui constituent le cœur de cet ouvrage, rappelle que ce renouveau a pris des formes et une ampleur très variées selon les configurations territoriales. Dans le Pas-de-Calais, resté très ouvrier, le milieu socialiste a été réinvesti massivement par les enseignants militants au sein de la FEN et dans les associations laïques. En Ille-et-Vilaine, le fort développement de la métropole rennaise autour d'activités tertiaires liées au secteur public et industrielles nouvelles, associé à la vitalité du catholicisme social, ont favorisé la greffe de militants chrétiens issus de la CFDT, du PSU, et de la JEC. Dans le Var, le renouvellement a été plus limité, tant en raison de la domination du parti communiste et de la CGT sur le monde ouvrier local et du caractère particulièrement fermé (très autochtone) du milieu socialiste structuré par les réseaux du sénateur-maire-président du Conseil général Édouard Soldani dans le Var non côtier, que du mode de peuplement très particulier de ce département en forte croissance démographique (retraités aisés, militaires...) et des tensions engendrées par la pression foncière et immobilière qui en a résulté.

En raison de ces caractéristiques socio-économiques et politiques, la transformation du PS en parti de gouvernement et la montée en puissance des élus n'ont pas non plus eu les mêmes conséquences politiques selon les territoires. Le renouvellement et le dynamisme militants dans le Pas-de-Calais et l'Ille-et-Vilaine des années 1970, ont permis au PS de consolider et de développer le contrôle de nombreuses collectivités et institutions territoriales.

Dans le premier cas, les politiques locales menées associées à la puissance de la fédération socialiste ont permis d'amortir les conséquences électorales négatives de la fermeture des mines et de la désindustrialisation. Le maintien des avantages sociaux associé au statut du mineur, les aides allouées en contrepartie de la décision de l'arrêt de l'exploitation charbonnière, la création de deux universités dans le Pas-de-Calais, le transfert du patrimoine immobilier des Houillères aux élus, obtenu de haute lutte en 1992³⁸, associé à l'absence d'arrivée de populations nouvelles, ont fourni aux élus socialistes les ressources suffisantes pour stabiliser leur électorat jusqu'à une période très récente. En Ille-et-Vilaine, beaucoup moins touchée par la crise, au moins jusqu'en 2008, le bassin rennais a continué de profiter à plein de son statut de capitale régionale et d'attirer une population diplômée dont beaucoup travaillent dans le secteur public (un tiers des emplois salariés de la zone d'emploi en 2007) et dans des grandes entreprises de services informatiques, d'information et de communication (5 % des emplois), au détriment du secteur de l'automobile (passé de 9,8 % à 4,5 % du total de l'emploi salarié entre 1995 et 2010)³⁹. Les élites socialistes locales, dans la continuité de la municipalité démocrate-chrétienne précédente, ont largement accompagné ce développement après 1977. Elles ont cherché à hisser Rennes au statut de métropole internationale en la dotant de tous les attributs qui lui sont généralement associés, au premier rang desquels une politique culturelle ambitieuse et une politique de développement économique axée sur les nouvelles technologies et la recherche. Si cette politique n'a pas été sans tension et sans réorganisation⁴⁰, les élites socialistes

ont toujours réussi à maintenir des liens forts avec les acteurs culturels et associatifs locaux et un haut niveau d'investissement dans les politiques sociales et les politiques d'aménagement urbain en direction des classes populaires des quartiers périphériques⁴¹. Le poids démographique de la métropole rennaise, son attractivité, son rayonnement sur l'ensemble du département, les ressources politiques qu'elle fournit au PS ont facilité la conquête du conseil général en 2004 et sa conservation en 2015 dans un contexte politique national particulièrement difficile. Dans le Var au contraire, les tendances amorcées dans les années 1970 ont au contraire achevé d'affaiblir le PS au profit de la droite et du Front national. Incapable de s'ouvrir et de se renouveler, le PS y a perdu ses mairies et cantons les uns après les autres et n'est parvenu à conserver que ceux qui sont le plus éloignés des grands axes de migration⁴².

Même s'ils n'épuisent pas la diversité des milieux partisans socialistes, nos terrains montrent que, sur le plan électoral, l'évolution du PS s'inscrit également dans une forme de continuité : il a ainsi continué à progresser dans les centres urbains et en particulier dans les grandes métropoles, qualifiées par Fabien Escalona et Mathieu Viera d'« idéopôles⁴³ » ; il a continué à se substituer, même si parfois non sans mal, au parti communiste dans ses anciens bastions, il a maintenu son ancrage dans les zones rurales conquises dans les premières années du xx^e siècle, sauf là où la population s'est le plus renouvelée dans un contexte de forte spéculation foncière (Var, Vaucluse, Drôme...). Bien sûr, derrière une relative stabilité des zones de force (et de faiblesse) du socialisme français depuis les années 1970, se cachent des évolutions dont ce livre ne peut rendre

compte dans le détail. Paris, Lyon, Strasbourg, Dijon, plus récemment Metz et Nancy, sont autant de villes conquises et conservées par le PS depuis le début du nouveau millénaire qui requerraient une analyse approfondie des réseaux qui sous-tendent cette domination politique nouvelle, qui résiste à la logique des élections intermédiaires chère à Jean-Luc Parodi.

La professionnalisation du parti et la centralité des élus locaux décrite ci-avant n'ont donc pas d'effets électoraux univoques. On peut avancer toutefois l'hypothèse qu'elles ne contribuent pas peu à affaiblir les identités socialistes territorialisées traditionnelles au profit de nouvelles, beaucoup plus floues, moins clairement distinctives et qu'elles affaiblissent la capacité mobilisatrice du parti. On ne peut pour autant oublier, comme le rappelle Aude Chamouard à propos des municipalités socialistes, que ces dernières se distinguent toujours par une politique du logement qui continue de donner la priorité au logement social et à la mixité sociale et par des politiques sociales et culturelles plus « généreuses » et redistributives, autant de politiques qui contribuent bon gré mal gré à maintenir et entretenir des réseaux entre les élus socialistes, les militants associatifs et certains milieux sociaux.

Cette étude comporte évidemment des manques. Seuls certains des réseaux et cercles sociaux grâce auxquels se maintient l'influence du parti socialiste dans la société française sont ici analysés. Le choix d'une approche localisée a été un choix d'opportunité. Le Parti socialiste, à la différence du Parti communiste ou d'autres partis en Europe (en Italie et en Allemagne notamment) avait peu été étudié sous cet angle alors même que ses statuts confèrent

aux sections et aux fédérations une grande autonomie et que les cartes de son implantation électorale et militante ont toujours révélé d'importants contrastes. Cette option a logiquement conduit à laisser de côté certains réseaux et cercles sociaux tout aussi essentiels pour comprendre la structuration du socialisme français et qui sont moins repérables localement, notamment au sein de la haute fonction publique, du monde des affaires et des médias et, *last but not least*, du monde universitaire et intellectuel⁴⁴. Nous espérons que de futures recherches viendront combler ce manque. L'importance prise depuis le début de la décennie 2000 par les «réseaux sociaux» du Web 2.0 peut sembler constituer pour sa part un défi aux analyses qui privilégient les relations de face-à-face territorialisées. Les enquêtes menées à ce jour montrent cependant que les nouveaux outils de communication numérique à usage public (Facebook, Tweeter) ou réservés aux militants (Coopol) ont plutôt pour effet de renforcer les cercles militants existant plutôt que de les élargir⁴⁵. S'ils changent indéniablement le rapport à l'organisation et les pratiques militantes, ils ne paraissent pas avoir affecté pour le moment les structures et le milieu partisans socialistes⁴⁶. Nouvelles manières d'entrer en relation ne veut pas dire nouveaux réseaux et extension ou transformation des cercles sociaux constitutifs d'un milieu partisan donné.

En conclusion, rappelons qu'au-delà du cas du parti socialiste, cet ouvrage se voulait un plaidoyer pour une autre manière d'étudier les partis politiques que celle qui domine largement la recherche académique internationale, notamment en science politique. Il s'inspirait théoriquement d'auteurs pionniers qui avaient posé les jalons d'une approche

renouvelée des mobilisations partisans (Maurice Agulhon en histoire ; Jacques Lagroye en science politique ; Frederick G. Bailey, Jeremy Boissevain, puis Marc Abélès en anthropologie politique...) et, empiriquement, de prédécesseurs qui avaient enrichi, au cours des années 1980, l'étude du communisme en l'abordant sous l'angle de ses usages locaux (Annie Fourcaut, Michel Hastings, Jean-Noël Retière). Depuis, d'autres chercheurs et chercheuses ont repris le flambeau, en adoptant d'autres méthodes ou d'autres échelles d'analyse, mais en restant fidèle au projet d'appréhender les mobilisations partisans et la trajectoire des acteurs qui y concourent dans une perspective constructiviste en les réencastrant dans la diversité de leurs contextes sociaux et politiques. À côté du PS⁴⁷, d'autres partis français ont ainsi été investigués⁴⁸, ainsi que des partis étrangers⁴⁹. Cette démarche s'est avérée particulièrement fructueuse pour étudier des partis en voie de formation ou d'institutionnalisation fortement connectés soit à des mouvements sociaux, à l'image du Parti révolutionnaire démocratique au Mexique⁵⁰, du Parti des travailleurs au Brésil⁵¹ ou du parti-syndicat paysan Samoobrona en Pologne⁵², soit à des mouvements socio-religieux tels que le FIS en Algérie, Les Frères musulmans en Égypte ou le Hezbollah au Liban⁵³. Le recours à l'analyse localisée a permis également de renouveler l'approche du factionnalisme et des stratégies de défection dans des contextes d'hégémonie partisane dans des pays aussi différents que la Turquie ou l'Ouganda⁵⁴. L'analyse des mobilisations partisans « par le bas » a, au cours des deux décennies écoulées, connu un certain regain d'intérêt de la part de chercheurs étrangers, notamment latino-américains qui ont porté un regard neuf sur

les relations politiques clientélares dans un contexte de démocratisation et de mise en place de nouvelles formes de politiques sociales par projet⁵⁵. Globalement cependant, ces recherches, souvent menées par des sociologues ou des anthropologues, demeurent marginales dans le champ des recherches menées sur les partis politiques.

Le champ de la recherche internationale sur les partis politiques demeure dominé par des questionnements et des concepts élaborés par des chercheurs comparatistes qui privilégient la collecte de données statistiques plutôt que les enquêtes de terrain, le macroscopie au détriment du microscope⁵⁶. La grande majorité des recherches s'inscrivent dans une perspective « présentiste » au sens que lui donne le sociologue états-unien Andrew Abbott⁵⁷, laquelle suppose que la réalité puisse être découpée en variables dépendantes et indépendantes clairement identifiables et que la signification de chaque variable est largement détachable de son contexte spatio-temporel. Le présentisme autorise certes des comparaisons larges et certaines de ces recherches ont permis, au cours de ces vingt dernières années, de dégager quelques tendances générales. Celles qui portent sur l'organisation ont ainsi mis à jour une tendance au déclin de l'adhésion et de l'identification partisans⁵⁸, à la dépendance croissante des partis vis-à-vis de sources de financement public, à l'encadrement juridique de leurs activités⁵⁹, à l'externalisation des tâches de campagne électorale vers des agences spécialisées⁶⁰, mais aussi à la démocratisation de leurs procédures de sélection des candidats⁶¹. Celles qui scrutent l'évolution des clivages partisans, en se focalisant sur les réalignements électoraux et, dans une moindre mesure, sur les programmes ont

de leur côté souligné la propension à la montée des partis d'extrême-droite nationalistes ou plus largement « néo-populistes » en Europe et en Amérique latine notamment qui, au-delà de leurs exigences protectionnistes et xénophobes, dénoncent la confiscation du pouvoir par les élites⁶² ; elles ont également établi l'érosion des partis sociaux-démocrates européens⁶³, ainsi que les difficultés des partis écologistes à s'institutionnaliser⁶⁴.

La convergence des modes et des styles de vie, l'interdépendance croissante entre les économies et les États, notamment au sein de l'Union européenne, la circulation des hommes et des pratiques expliquent aisément certaines convergences. Beaucoup de ces recherches montrent cependant que ces tendances générales concernent rarement tous les systèmes de parti et tous les partis de la même façon : la baisse de l'adhésion est par exemple très variable d'un parti à l'autre⁶⁵ ; le financement public est loin d'être la règle partout et, dans les États où il existe, il n'a pas d'effets univoques ; indépendamment de la place prise par les enjeux environnementaux dans les débats publics, les partis écologistes sont très inégalement présents dans les différents systèmes de partis en Europe ; les partis sociaux-démocrates connaissent un sort inégal qui n'est pas uniquement corrélé avec l'ampleur de la désindustrialisation ; enfin, les partis dits « populistes » ne se développent ni au même rythme, ni avec la même ampleur, ni autour des mêmes thématiques, ni auprès des mêmes groupes d'électeurs, y compris au sein d'un même pays⁶⁶, au point où le recours à cette catégorie finit par poser question⁶⁷.

La tentation est souvent forte d'expliquer ces différences par les règles du jeu politique, la

politique par le politique : le mode de scrutin, le type d'État (fédéral, unitaire), la nature du régime (présidentiel vs parlementaire), le mode de financement des partis politiques (privé vs public vs mixte)... Si toutes ces dimensions comptent, elles sont souvent réifiées, transformées en « variables » dans des schémas d'explication causaux partiels qui délaissent l'histoire de chaque milieu partisan et plus largement de chaque nation et de chaque territoire qui la compose. Sans une connaissance précise de la façon dont chaque parti s'ancre dans la société, des groupes qu'il investit et qui l'investissent, dans la diversité de ses sites, la recherche sur les partis politiques risque fort alors de se condamner à produire des explications triviales et formelles qui ne s'en tiennent qu'à l'écume des phénomènes.

Paris, le 13 février 2017

INTRODUCTION

POUR UNE SOCIOLOGIE DES MILIEUX PARTISANS

« Quand on s'est bien escrimé contre Saint-Simon, Fourier ou Karl Marx, on n'est pas renseigné pour autant sur l'état social qui les a suscités les uns et les autres, qui a été et qui est encore leur raison d'être, qui demain suscitera d'autres doctrines si celles-là tombent dans le discrédit. Aussi toutes ces belles réfutations sont un véritable travail de Pénélope, sans cesse à recommencer, car elles n'atteignent le socialisme que du dehors, et car le dedans leur échappe. Elles s'en prennent aux effets, non aux causes. Or ce sont les causes qu'il faut atteindre, ne serait-ce que pour bien comprendre les effets. Mais, pour cela, il ne faut pas considérer le socialisme dans l'abstrait, en dehors de toute condition de temps et de lieu, il faut, au contraire, le rattacher aux milieux sociaux où il a pris naissance ; il faut ne pas le soumettre à une discussion dialectique, mais en faire l'histoire. »

Émile Durkheim,
in « Définition du socialisme », *Le Socialisme*.
Livre I, 1895.

Parler de sociologie des partis politiques a quelque chose d'abusif. Il ne devrait pas y avoir, en toute rigueur, de sociologie des partis politiques au singulier, à moins de restreindre abusivement cette qualification aux recherches recensant les

propriétés socio-démographiques de leurs membres. En fonction des questions posées et des angles théoriques adoptés, les partis sont susceptibles de faire l'objet d'investigations diverses n'ayant que peu de choses en commun. L'habitude s'est imposée, dans les ouvrages généraux traitant des partis politiques aussi bien que dans les ouvrages consacrés à la présentation de tel ou tel d'entre eux, d'inventorier, selon un ordre variable et chapitre par chapitre, ce qui a trait à leur «naissance», à leur organisation, au «système» qu'ils forment, à leur «idéologie» et à la composition socio-professionnelle de leur électorat et de leurs membres. Cette énumération, qui fragmente et superpose données et approches, ne donne qu'une vision éclatée des multiples processus socio-politiques dans lesquels sont engagés les partis; elle aboutit à considérer les éléments bien plus que les relations entre ces éléments. Idéalement, les travaux sur les partis gagneraient à être reclassés en fonction des processus socio-politiques dont ils éclairent la compréhension. Ainsi l'étude de leur recrutement devrait se rattacher à la sociologie de la socialisation et de la légitimation, celle de leur fonctionnement interne à la sociologie des organisations et de la mobilisation, celle de leur genèse à la sociologie du changement social, de l'institutionnalisation et de la politisation, etc.¹.

Cet ouvrage ne s'intitule donc pas «sociologie du parti socialiste». Il ne prétend ni s'appuyer sur une définition plus vraie des partis politiques que celles qui ont été proposées par d'autres chercheurs ni proposer un chapitre ou sous-chapitre supplémentaire à glisser dans les manuels consacrés au parti socialiste, sous le label «*grassroots socialism*». Ce travail plaide en faveur d'une grille de lecture

dont on entend ici montrer la fécondité pour mieux appréhender les types de mobilisation partisane – ce qu'on baptise communément l'implantation des partis politiques – ainsi que leurs effets sur le recrutement et le fonctionnement de l'organisation. Il s'appuie pour cela sur un terrain spécifique : le parti socialiste, observé dans trois sites particuliers (le Pas-de-Calais, le Var et l'Ille-et-Vilaine), ainsi que sur une boîte à outils conceptuelle inspirée de la socio-anthropologie des réseaux et de la sociologie constructiviste des groupes sociaux. En conséquence, cette recherche doit être lue d'abord comme une contribution à l'étude de la socialisation et de la mobilisation politiques et secondairement comme une contribution à l'histoire *sociale* du parti socialiste.

OUÛ EN EST LA SOCIOLOGIE DES PARTIS POLITIQUES ?

Pour bien saisir la spécificité de cette démarche, il faut commencer par rappeler brièvement l'état de la sociologie des partis politiques – puisque c'est sous ce label que ces travaux sont généralement présentés.

Analyse sociétale et analyse organisationnelle

En schématisant à l'extrême, on peut classer les analyses sociologiques des partis politiques en deux catégories selon qu'elles mettent l'accent sur leur hétéronomie ou sur leur autonomie par rapport au social. Cette distinction trouve en partie son origine scientifique dans l'opposition entre la tradition wébérienne et la tradition marxienne d'analyse du politique. On sait en effet que pour Weber les partis sont principalement des sociations « ayant pour

but de procurer à leurs chefs le pouvoir »², tandis que pour les auteurs marxistes, conformément à l'hypothèse de la détermination de la superstructure politique par l'infrastructure socio-économique, la taxinomie des partis correspond avant tout à celle des classes sociales. Bien sûr, le contenu de l'argumentation s'est considérablement affiné depuis.

Du côté des analyses qu'on nommera par commodité *sociétales*, les recherches inspirées du marxisme ont été prolongées, voire submergées : d'une part par des travaux qui, s'appuyant sur l'histoire culturelle et politique comparée, ont mis en évidence la diversité des clivages socio-politiques des différents États occidentaux et de leur traduction partisane³ ; d'autre part, par les innombrables études sociographiques fondées sur le recueil de questionnaires auprès des cadres, militants, adhérents ou électeurs des partis, mettant en lumière leur caractère socialement composite et la complexité des variables expliquant l'adhésion ou l'identification à un parti donné⁴. Ces recherches ne sont cependant pas toujours parvenues à dépasser les apories du marxisme appliqué à l'étude des partis, à savoir leur réduction à des « expressions » de clivages sociaux et le peu d'attention accordée au travail pratique et symbolique effectué au sein même des partis aboutissant à entretenir voire à créer ces clivages⁵. Elles ont conduit fréquemment à traiter les partis politiques comme des boîtes noires, voire comme des entités homogènes dans le temps et l'espace, plutôt que comme des entreprises collectives mues par des intérêts divers, traversées par des changements incessants, et susceptibles d'usages très différenciés.

Les recherches sociographiques notamment ont souvent tendance à faire correspondre partis

politiques et groupes sociaux en s'interrogeant rarement sur la complexité des mécanismes de représentation et sur les effets sur l'organisation partisane d'un recrutement social spécifique. C'est particulièrement le cas dans la science politique française où la question du rapport entre la « nomenclature » des partis et celle des classes sociales a toujours occupé une grande place, par opposition aux problématiques élitistes ou polyarchiques centrées sur l'analyse des circuits de décision et d'influence, dominantes dans le monde anglo-saxon⁶. La sociographie des hommes politiques et des militants a généralement été conçue dans notre pays comme un des moyens pour éclairer les relations existant entre les partis et les classes, concurremment avec l'analyse électorale, l'étude des liens entre partis, organisations professionnelles et/ou syndicats, et le décryptage des programmes électoraux. Certes, comme le montre dès 1955 Mattéi Dogan⁷, les compétences propres que nécessite la profession politique, la volonté des responsables de parti de représenter plusieurs groupes sociaux, l'importance de la variable religieuse empêchent que « les fissures politiques coïncident [exactement] avec les fissures socio-économiques ». Mais le recrutement social des hommes politiques, en l'occurrence des parlementaires, n'en reste pas moins grossièrement à l'image des électors, ce qui permet d'appréhender le champ politique comme un lieu d'affrontement « médiatisé » entre les classes sociales. Si la validité empirique de ce type de recherche est indéniable, il n'en faut pas moins s'interroger sur l'un de ses postulats de base qui consiste à considérer la catégorie socio-professionnelle – d'appartenance ou d'origine selon les cas – des acteurs politiques comme un indicateur fiable de leurs attitudes et de leurs

comportements et, par-delà, des intérêts qu'ils vont défendre ou promouvoir.

Si la mise en équivalence de la représentation politique et de la structure sociale permet de classer les partis dans l'espace des catégories ou des classes sociales, elle autorise aussi, dans de nombreux cas, la dénonciation des « distorsions » et des « inégalités » dans la représentation des différents groupes sociaux au sein des institutions politiques, au nom des principes démocratiques proclamés ou, dans le cas des partis politiques, de l'identité sociale revendiquée.

Le cas des enquêtes sociographiques effectuées sur les cadres et militants du parti socialiste fournit un bon exemple des limites de ce type de comptage. La qualification « sociologique » du PS est en effet, au cours des années 70, un important objet de lutte qui oppose les courants mais aussi les intellectuels et les dirigeants socialistes et communistes. Selon les cas, le PS est défini comme « parti populaire », « faux parti ouvrier », « vrai parti bourgeois » ou « petit-bourgeois », « parti des nouvelles classes moyennes », « parti néo-radical » ou encore « parti attrape-tout ». C'est l'époque où l'on peut, par exemple, entendre François Mitterrand stigmatiser à la tribune du Congrès de Nantes en 1977, les « vrais petits-bourgeois » du CERES ou encore les partisans de Pierre Mauroy dénoncer, à celle du congrès de Metz en 1979, l'absence de légitimité ouvrière de l'alliance entre les mitterrandistes et le CERES, dont ils prétendent pour leur part être les porteurs... Dans le combat qui oppose le PS au PCF, la doctrine du « front de classe », le développement de l'implantation du parti dans les entreprises, la promotion de cadres syndicaux dans les instances dirigeantes,

l'engagement des élus et responsables du parti dans les luttes sociales, constituent autant de moyens de prouver l'enracinement populaire du PS pour faire pièce à la légitimité ouvrière communiste et à la critique des courants minoritaires.

Dans cette optique, le recours aux travaux statistiques ou historiques apparaît comme une arme particulièrement redoutable pour légitimer ou contester l'aspiration des dirigeants socialistes – ou de certains d'entre eux – à représenter le « peuple de gauche ». Face à tous ceux qui ont intérêt à stigmatiser l'absence d'ouvriers dans les instances dirigeantes du parti, de nombreux intellectuels et politologues membres ou proches du PS s'emploient alors à mettre en évidence la persistance d'une base populaire : soit en insistant sur la persistance d'ouvriers et d'employés parmi les adhérents⁸, soit, de façon plus subtile, en montrant que les dirigeants et élus, s'ils ne sont pas eux-mêmes ouvriers ou employés, possèdent des origines sociales ouvrières qui font du PS un « parti populaire »⁹. Les dirigeants socialistes apparaissent en conséquence fondés à incarner le « front de classe du salariat exploité, et donc en particulier [...] la classe ouvrière »¹⁰. La plupart des travaux de sociologie politique consacrés au PS cherchent ainsi à le situer dans l'espace des classes sociales : pour Patrick Hardouin, par exemple, « le PS semble être le parti de l'intelligentsia en tant qu'elle se “transforme” et s'allie aux couches populaires », tandis que selon Hugues Portelli, le PS est devenu le parti des nouvelles classes moyennes¹¹. Certes les enquêtes sociographiques sur les adhérents, militants et cadres du PS se préoccupent également de leur socialisation, de leur trajectoire politique antérieure et de leur « univers idéologique », mais la question de

la nature de classe du parti pèse *in fine* très lourdement dans l'interprétation, au point que les données soulignant la grande diversité sociale des militants et des cadres, y compris au sein même des courants, sont peu sollicitées dans l'analyse. Or celles-ci, loin de traduire une quelconque unité sociale du parti ou de ses composantes, illustrent au contraire sa grande hétérogénéité, ainsi que l'importance de l'âge et des trajectoires militantes plurielles dans sa structuration¹². Au total, la multiplicité des indicateurs utilisés (origine sociale, profession) et des populations de référence (électeurs, adhérents, militants, cadres, parlementaires) autorise une gamme d'interprétations tellement vaste que l'accord paraît impossible, et tout se passe comme si l'arrivée au pouvoir avait – momentanément? – déplacé voire clos le débat, les politiques menées étant désormais considérées comme le meilleur indice de la nature de classe du PS!

Dans la lignée de l'œuvre de Weber mais aussi de celle de Michels¹³ ou de Schumpeter¹⁴, les approches *organisationnelles* et *entrepreneuriales* constituent le second grand courant de la sociologie des partis. Elles ignorent pour la plupart les caractéristiques sociales des membres des partis et focalisent leur attention sur les luttes de pouvoir qui se déroulent en leur sein, c'est-à-dire pour l'essentiel sur les mécanismes de sélection des dirigeants, sur les enjeux internes et sur les ressources mises en œuvre dans la conquête des positions de pouvoir. Largement dominant en science politique, concurrentement avec l'analyse des systèmes de partis, ce courant de recherches, symbolisé en France par le livre pionnier de Maurice Duverger¹⁵, a produit nombre de travaux marquants, tant aux États-Unis¹⁶

que dans l'hexagone¹⁷. Les partis ne s'apparentent plus ici aux boîtes noires évoquées plus haut, mais sont auscultés, disséqués, et surtout classés en vertu des formes d'organisation et de leadership qui les spécifient. Quant à l'« environnement » qui détermine leurs stratégies, il est la plupart du temps réduit aux « variables » politiques, principalement le système de partis lui-même (notamment leur nombre), le régime politique (parlementaire ou présidentiel) et le mode de scrutin. Depuis la célèbre distinction construite par Maurice Duverger entre partis de cadres et partis de masses, les politistes ont ainsi consacré beaucoup d'énergie à mettre au point de nouvelles catégories : les notions de parti attrape-tout (Otto Kirchheimer), parti strataρχique (Samuel Eldersveld), parti d'électeurs (Jean Charlot), parti charismatique (Angelo Panebianco¹⁸), et tout récemment de parti-cartel (Robert Katz et Peter Mair¹⁹)... sont ainsi venues progressivement enrichir l'attirail politologique au gré des mutations socio-politiques, avec des fortunes diverses.

Dès la parution du livre de Duverger, Georges Lavau avait vilipendé l'« explication des partis par les partis et par le régime électoral » proposée par son maître, ainsi que son choix de considérer « le » parti politique comme une « communauté d'une structure particulière » se caractérisant « *avant tout* par son autonomie ». Georges Lavau avertissait par avance des limites des typologies exclusivement organisationnelles.

Un parti « fasciste » peut bien calquer son organisation sur celle du parti communiste, s'insérer dans un même « système partisan », la ressemblance ne sera que morphologique, c'est-à-dire formelle, laissant échapper l'essentiel

qui ne peut être expliqué précisément qu'à l'aide de la doctrine et de la composition sociale. À un moindre degré on pourrait encore souligner d'aussi fondamentales différences entre deux partis communistes, l'un inséré dans une société de type agricole et l'autre dans une société de type industriel.

[Et de conclure] Ce n'est pas seulement l'étude de la *doctrine* et de la *composition sociale* des partis qui manquent en effet à l'ouvrage de Maurice Duverger, mais plus encore celle des *types de société et de civilisation* où se meuvent les partis, celle des *conditions économiques* et des *circonstances historiques* dans lesquelles ils évoluent²⁰.

[Autrement dit] les partis politiques ne constituent pas, dans l'abstrait, des communautés définies d'abord par leur structure : en premier lieu ce sont des groupes issus d'une société nationale donnée et, à l'intérieur de celle-ci, de groupes particuliers formés autour d'intérêts, d'affinités ou de formes de sociabilité plus ou moins différenciés et caractérisés. L'« anatomie » (ou la morphologie) des partis politiques nous paraît être un aspect très secondaire de ces groupes²¹.

La construction sociale des organisations politiques

La critique de Georges Lavau a été peu entendue, pour partie en raison de la formation juridique de nombreux politistes de l'époque et de leur souci d'asseoir l'autonomie de leur discipline, pour une autre partie sans doute à cause de son côté excessif. De fait, ce dernier minimise les effets de la professionnalisation politique engendrée par la généralisation du suffrage universel, et notamment le fait que l'apparition d'entrepreneurs spécialisés dans la « pêche aux voix » (élus à plein temps, permanents de partis, journalistes politiques...) a bel et bien conduit à la banalisation de la forme partisane dans les démocraties occidentales²², justifiant par là

même pleinement l'élaboration d'idéal-types destinés à la comparaison. Néanmoins, la tendance à faire du classement des partis la finalité principale de la recherche et à ignorer les propriétés sociales de leurs membres a indéniablement conduit à simplifier l'analyse. Force est de constater, par exemple, que les analyses organisationnelles n'ont guère été en mesure d'expliquer l'émergence ou la disparition de certains partis et plus généralement de rendre compte des changements incessants qui les traversent²³.

Certains travaux plus récents tentent heureusement de dépasser l'opposition intellectuelle relativement stérilisante qui s'est progressivement forgée entre analyse sociétale et analyse organisationnelle, en jetant les bases d'une analyse en termes de construction sociale des organisations partisans. La théorisation proposée par Michel Offerlé se révèle de ce point de vue particulièrement intéressante, en tant qu'elle souligne les impasses intellectuelles auxquelles aboutit aussi bien le classement pour le classement des partis que leur traitement comme des entités réifiées²⁴. À partir d'une lecture croisée de Weber, Schumpeter et Bourdieu²⁵, Michel Offerlé plaide pour un recours à l'analogie économique et s'emploie à mettre en relation les différents types d'« entreprises politiques »²⁶ avec les dispositions et les ressources sociales de leurs dirigeants, évitant par là même d'appréhender les « entrepreneurs politiques » comme de simples stratèges faiblement déterminés par leurs dispositions sociales. Dans ce modèle, la forme prise par la « relation partisane », ouverte ou close, bureaucratisée ou faiblement disciplinée, n'apparaît pas donnée une fois pour toutes : étroitement dépendante des ressources politiques et sociales des dirigeants et de leurs « auxiliaires », elle

est aussi un des enjeux des affrontements pratiques et symboliques entre les membres du parti. Un des principaux intérêts de cette perspective réside dès lors dans sa volonté de concilier l'étude *relationnelle* des dispositions des acteurs politiques²⁷ et celle de leurs stratégies ou prises de position.

Cette piste fructueuse a été particulièrement bien explorée empiriquement par Bernard Pudal dans son analyse de l'institutionnalisation du PCF au cours des années trente²⁸. Ce travail conduit de surcroît à assouplir le cadre théorique défini par Michel Offerlé. Il plaide en effet nettement en faveur d'une perspective qui réencastre l'étude des partis politiques dans leur contexte socio-historique et tend à montrer qu'ils ne sont pas que « les résultats de multiples bricolages *aléatoires* par lesquels des entrepreneurs politiques se trouvant là pour des raisons sans doute très diverses, se produisent comme hommes politiques, tout en produisant les groupes qu'ils réunissent »²⁹. De fait, la genèse du PCF apparaît inséparable des transformations de la classe ouvrière française de l'après-guerre³⁰, des « blocages » du système éducatif national qui restreint la promotion scolaire des « fils du peuple », ou encore du développement de la petite et moyenne fonction publique dont une fraction de plus en plus importante investit la SFIO et la CGT, autant de phénomènes qui génèrent « un ensemble composite de situations identitaires critiques que vont exploiter les partisans de l'adhésion à l'Internationale communiste »³¹. En bref, même s'il est centré sur l'organisation ou, en termes indigènes, sur l'appareil, *Prendre parti* démontre que les actions des dirigeants communistes et les croyances qui les guident sont loin de n'obéir qu'à des finalités stratégiques imposées par

les logiques de concurrence propres au parti et au « marché » politique.

Les études localisées menées au cours des années 70 et 80 par des politistes³², des historiens³³ ou des sociologues³⁴ sur le parti communiste de l'entre-deux-guerres ou d'après 1945 confirment la pertinence de cette perspective et vont plus loin encore en montrant que les dirigeants nationaux et internationaux sont loin d'être les seuls à participer au travail de mise en forme du parti comme groupe et comme représentation. En tentant de comprendre les mécanismes à travers lesquels ce parti est parvenu historiquement à représenter divers groupes sociaux ou corporations (tisserands flamands, paysans corréziens, sidérurgistes lorrains d'origine italienne, métallos de la banlieue parisienne, cheminots), ces recherches ont non seulement mis en relief la diversité des usages – au sens de pratiques routinisées et d'utilisations – de l'organisation et de l'identité communistes, mais aussi la détermination du travail de mobilisation à l'œuvre au niveau du groupement partisan par des formes spécifiques de sociabilité et d'identité locale et/ou syndicale ou professionnelle³⁵. Le communisme n'a dès lors réussi que là où il a rencontré des formes d'utopie populaire anciennes compatibles avec sa grammaire symbolique. Il n'est pas parvenu à conquérir un quasi-monopole de la représentation ouvrière en imposant « son » idéologie de l'extérieur (de Moscou, d'Ivry, de Rome...), mais en cristallisant des aspirations utopiques pré-constituées et véhiculées notamment par le syndicalisme et l'associationnisme ouvriers mais aussi paysans. Les succès de l'entreprise de mobilisation communiste et son objectivation³⁶ doivent par conséquent être appréhendés tout autant comme le produit du travail de ses dirigeants internationaux et nationaux que comme la résultante

de multiples investissements identitaires de groupes pré-constitués aux attentes extrêmement diversifiées que le discours et la pratique communistes ont symboliquement agrégé.

UNE SOCIOLOGIE DU MILIEU SOCIALISTE

Les travaux que l'on vient de citer attestent de la richesse et du renouvellement de la sociologie des partis – même s'ils portent quasi exclusivement sur le PCF. Ils indiquent la possibilité de dépasser l'opposition entre les perspectives centrées de manière exclusive soit sur l'organisation soit sur les soubassements sociaux des partis, en éclairant les mécanismes contribuant à la construction sociale des organisations partisans. La remise en cause des frontières disciplinaires que connaissent les sciences sociales rend cette opposition dépassable. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi à la fois de prolonger les pistes de recherche tracées par ces travaux, en testant certaines de leurs hypothèses sur un terrain jusqu'alors plutôt délaissé par les sciences sociales du politique (le PS), et de mieux concilier encore les perspectives entrepreneuriale et sociétale. Nous nous attacherons, pour ce faire plus particulièrement à l'articulation des dimensions inséparablement locale et nationale des réalités partisans, un parti n'étant ni simplement une organisation standardisée et hiérarchisée ni la somme de ses manifestations en différents sites.

Un bilan des recherches sur le parti socialiste ou quand la politique explique le politique

À la différence du PCF, la SFIO et le PS font figure de parents pauvres de la sociologie des partis, tant en ce qui concerne l'étude de leur organisation

interne³⁷, que celle de leur recrutement et des réseaux qui les irriguent ou encore des politiques que mènent leurs élus locaux³⁸. Existe en revanche une pléthore d'ouvrages journalistiques et politologiques sur les rapports de pouvoir entre leurs principaux dirigeants, sur l'histoire des tendances – appréhendées généralement à la lumière des motions et de leurs principaux signataires – ou encore sur les politiques menées au cours des deux septennats de François Mitterrand, si bien que lorsqu'on examine plus particulièrement les textes visant à expliquer les transformations et le développement du PS au cours de ces vingt-cinq dernières années, cette histoire apparaît avant tout comme une histoire politique et intellectuelle se déroulant principalement dans les arènes parisiennes³⁹. Qu'ils mettent en avant les effets du cadre institutionnel, le rôle du leader, la permanence historique des courants ou la nature des relations entre le parti et les syndicats, ces travaux ont en commun de faire l'impasse sur l'histoire sociale du parti dans les multiples sites où il a émergé et de céder à l'attrait de proposer une interprétation principalement politique de son fonctionnement et de son évolution. La plupart de ces ouvrages entretiennent par là l'illusion d'une « réalité » partisane qui trouverait en elle-même – c'est-à-dire principalement en ses leaders – et dans le système politique sa raison d'être.

C'est d'abord le cas des analyses mettant en avant les transformations politiques induites par la Constitution de la V^e République – la présidentialisation du régime – et par les modes de scrutin présidentiel, législatif et municipal⁴⁰. Dans cette optique, l'instauration de l'élection du président de la République au suffrage universel – considérée comme ayant

éliminé *de facto* les chances d'un candidat communiste – conjuguée au suffrage majoritaire à deux tours, est présentée comme ayant accéléré le processus de formation de deux blocs antagonistes et ainsi rendu inéluctable la constitution d'un grand parti de centre-gauche. Relevant d'une conception discutable de la causalité, ces analyses font l'impasse sur les conditions sociales qui ont facilité l'acceptation de la politique d'union de la gauche par les militants et les élus – pour ne rien dire des électeurs – et qui ont permis plus généralement l'importante mobilisation militante socialiste des années 70. Rappelons simplement que la politique d'union de la gauche ne s'est imposée que de façon inégale selon les lieux⁴¹, particulièrement grâce à la pression de nouveaux entrants généralement sans mandat électif dont beaucoup avaient fait pratiquement l'expérience de « l'unité d'action » avec des militants communistes sur le terrain syndical et associatif.

Les études qui, pour échapper au déterminisme institutionnel, insistent sur le rôle de François Mitterrand et sur les ressources qu'il a accumulées, évacuent tout autant le contexte social qui a favorisé la réussite de son entreprise, mais aussi les interactions politiques qui l'ont rendu possible. Elles entretiennent ce faisant une forme d'« illusion héroïque » qui, comme l'a bien montré Michel Dobry⁴², conduit à tenir pour nécessaire l'ensemble des conséquences non anticipées de « coups » joués dans des situations d'incertitude. Nombreuses sont les biographies qui mettent en scène un François Mitterrand qui aurait compris avant les autres ou contre les autres, l'importance de l'élection présidentielle et la nécessité d'une alliance avec le PCF, et qui aurait su « rassembler » et faire travailler ensemble des socialistes venus de

traditions différentes. Non seulement cette conception ignore les conditions (culturelles, sociales, politiques) qui ont permis à l'homme du 10 mai de réussir dans son rôle de rassembleur, mais elle oublie les difficultés (entre 1958 et 1964⁴³, entre 1969 et 1971⁴⁴ ou après 1978) qu'il a dû affronter pour s'y maintenir. Sans revenir en détail sur ces événements, qu'on s'efforcera pour notre part de saisir d'« en bas », on voit bien comment ce type de raisonnement aboutit à surestimer l'importance des « grands événements », à commencer par le congrès d'Épinay, trop souvent considéré comme « l'acte de naissance » du PS. Ceux qui y voient le lieu et le moment où tout se joue et où tout est déjà joué, à travers l'émergence du leader et de « sa » stratégie victorieuse (l'union de la gauche), et à travers la réunification de toutes les familles de la gauche non communiste sous sa houlette, réécrivent l'histoire après-coup. Ce congrès n'est jamais sur le moment que la perte, inattendue (quelques centaines de mandats font la différence) et peut-être momentanée, du contrôle de la direction nationale du PS par les proches de Guy Mollet au profit des membres des clubs de gauche et en particulier de la Convention des institutions républicaines (CIR). Loin d'être un aboutissement, le congrès d'Épinay, par la distribution relativement fragile des postes de pouvoir qu'il entérine et par la nouvelle règle de répartition proportionnelle des postes qu'il institue, engendre les conditions d'une lutte politique fondée sur la mobilisation de nouvelles ressources extra-électives et notamment le recrutement de nouveaux adhérents. Son importance réside dans le fait qu'il crée ainsi un « appel d'air » qui modifiera après-coup les formes de pratiques politiques et leur

légitimité, et par voie de conséquence les propriétés sociales des membres du parti.

Les ouvrages qui, pour prendre du recul avec l'événementiel, insistent sur les permanences idéologiques et/ou historiques caractérisant le PS, en considérant par exemple que les mêmes tendances idéologiques s'y affrontent depuis son origine⁴⁵ ou que le PS porte la marque de l'impossible social-démocratie française⁴⁶, ne sont pas plus satisfaisants. Ils se caractérisent par la même hypertrophie du politique et inversent les causes et les effets. Ils ne sont certes pas tous à mettre sur le même plan. Celui d'Yves Roucaute, par exemple, ignore la diversité des usages des courants dans le temps et l'espace et érige en permanences historiques des phénomènes liés à des homologues de position ou à des revendications et des captations d'héritage plus ou moins mouvantes en fonction d'intérêts conjoncturels. Tout au contraire, ceux écrits par Alain Bergougnieux d'une part avec Bernard Manin⁴⁷, d'autre part avec Gérard Grunberg⁴⁸, s'appuient sur des données sociologiques, politiques et historiques plus complètes. Néanmoins, l'approche adoptée par ces auteurs accorde peu de place à l'analyse de la structure du PS dans sa diversité synchronique et diachronique. Tout se passe comme si la conclusion y précédait l'analyse, deux constantes semblent déterminer l'histoire du parti socialiste depuis ses origines : son incapacité à assumer « le » pouvoir et son absence de relations « organiques » avec le syndicalisme ouvrier.

L'absence de relations officielles entre parti et syndicat, « héritage » de la Charte d'Amiens, est ici un peu vite sollicitée comme explication et trop peu expliquée elle-même. Le diagnostic demanderait à

être relativisé en fonction des contextes locaux et historiques, car l'absence de relations instituées, voire institutionnelles, ne veut pas dire, on le verra, absence de proximité des hommes, des valeurs et des thèmes défendus. Comme le souligne Michel Offerlé : « La littérature politologique présente couramment les échanges entre syndicats de salariés et partis politiques comme des relations de dépendance [...] ou d'indépendance [...] sans que soit posée la question des intrications multiples visibles et invisibles qui existent entre ces groupes et les agents qui les constituent »⁴⁹. Dans le prolongement de cette proposition, nous choisirons ici de nous méfier des définitions « indigènes » de la dépendance et de l'indépendance, et de privilégier le repérage des multiples transactions pratiques qui lient les acteurs afin d'expliquer l'existence ou non de certains traits structurels, tels que la plus ou moins grande faiblesse du niveau d'adhésion partisane des militants syndicaux selon les périodes et selon les lieux.

Les analyses qui viennent d'être évoquées ont en commun de faire exister le PS sur le mode d'une réalité explicable par des règles institutionnelles, par les conduites d'acteurs politiques éminents, par le jeu propre des interactions au sein d'un système autonomisé et décroché de son environnement ou par le poids des traditions politiques. Sans nier leur pertinence, force est de constater qu'elles renforcent ce faisant la tendance habituelle à traiter des partis politiques comme s'ils étaient *seulement* des organisations ou des entreprises dont on pourrait comprendre ce qu'elles produisent et comment elles fonctionnent, en ignorant ce qui les produit et ce qui permet leur structuration. Elles tendent le plus souvent à méconnaître les conditions de la genèse et



Imprimé en Espagne par Novoprint (Barcelone)
N° d'édition : 41000934-01 - Dépôt légal : avril 2017